

« Nécessité économique », une fuite en avant

Harvey L. Mead

Commissaire au développement durable 2007-2008

Auteur, *L'indice de progrès véritable: Quand l'économie dépasse l'écologie* (MultiMondes, 2011)

Il semble presque impossible de trouver des analystes, des journalistes ou des décideurs capables d'intégrer dans leurs réflexions les nouvelles quotidiennes mettant en évidence un dérèglement, voire un effondrement des écosystèmes planétaires. M. Descôteaux, tout en voulant paraître prudent, rentre directement dans le courant. À deux reprises dans son court éditorial de samedi le 6 juillet dernier, en apparence élogieux des orientations du gouvernement Marois dans le secteur de l'énergie, il insiste sur la « nécessité économique ». M. Descôteaux ne fournit pas d'indication du sens de cette expression, le prenant pour acquis : il faut que toute société fonce dans l'effort d'assurer sa croissance économique.

L'éditorial aurait pu mettre en perspective les implications d'un tel constat. Tout d'abord, il continue le discours en place depuis maintenant plus de 40 ans, qu'il faut « concilier préoccupations environnementales et économiques », sans reconnaître que cette conciliation est dépassée maintenant comme objectif, comme souhait. Le Québec compte en son sein « parmi les consommateurs d'énergie les plus avides du monde », la consommation d'énergie est probablement le facteur le plus important dans les dérèglements écosystémiques, mais cela doit rester une « préoccupation » face à la « nécessité économique », dit-il – cela en mettant en question, comme il faut bien le faire, la cible du gouvernement en matière énergétique, soit une réduction de 25% de nos émissions de gaz à effet de serre (GES).

Le Québec émet moins de GES que d'autres, en relation avec sa consommation d'énergie, cela en raison de la grande importance de l'énergie hydroélectrique dans sa consommation. Par contre, en insistant sur la « nécessité économique », Descôteaux insère sa réflexion dans la situation globale, où toutes les sociétés, semble-t-il, doivent se mettre en concurrence pour augmenter leur activité économique – à défaut de quoi, elle va décliner. Et presque toutes les autres sociétés dépendent du pétrole, du gaz et du charbon, sources principales des GES...

Il est grand temps que nos interventions reconnaissent que les pays riches de la planète connaissent un niveau de richesse inconnue dans l'histoire de l'humanité et qui dépasse la capacité de cette planète à la soutenir. Nous avons en effet des « préoccupations environnementales » qui paraissent quotidiennement dans les médias, et nous avons également des préoccupations sociales face aux milliards de pauvres qui ne profitent pas du niveau de vie acquis par les pays riches. Insister sur la « nécessité économique », dans ce contexte, est tout simplement une fuite en avant.

J'ai calculé l'empreinte écologique du Québec quand j'étais Commissaire au développement durable : déjà pour soutenir notre niveau de vie, il faudrait qu'il y ait trois planètes. Et seulement pour maintenir l'humanité dans son état d'inégalité transcendental actuel, il en faudrait une et demi. Il est inconcevable pour le commun des mortels (et non seulement pour ses porte-parole) que la « nécessité économique » comporte un recul, mais des milliards d'autres, contraints par les

exigences écosystémiques planétaires, conçoivent très bien qu'un tel recul est absolument essentiel s'ils vont avoir une chance.

L'échec de Copenhague en 2009 n'était pas un accident de parcours mais le reflet du discours omniprésent de la « nécessité économique ». Tout comme pour l'autre discours qui reconnaît une « nécessité démographique », même pour des pays comme l'Inde et la Chine, nos porte-parole ne reconnaissent pas qu'il y a des limites à notre recherche de « richesse » et que ces limites sont en train d'appauvrir l'ensemble de l'humanité dans sa course aux objectifs économiques inconcevables. Pour M. Descôteaux, cette course est nécessaire même en constatant que les objectifs *minimaux* – en suivant les consensus internationaux – du gouvernement en termes d'émissions de GES ne seront pas atteints.

Il n'y a pas trois planètes, mais une seule...